



o . d . a . e

observatoire romand du droit
d'asile et des étrangers

Rapport d'activités 2012

MOT DES PRÉSIDENTS

Innover dans la continuité, tel était le pari pour assurer la mission de l'ODAE romand en 2012. En cette année charnière, la conjonction de plusieurs projets a été un défi pour l'association.

Les trois observatoires romand, suisse et de Suisse orientale ont continué leur collaboration dans le cadre d'une Plateforme nationale. Ils ont uni leurs forces depuis 2011 pour rédiger, sous le pilotage de l'observatoire bernois, un premier rapport commun intitulé « Le regroupement familial et les limitations au droit à la vie familiale », paru en mai 2012.

Un deuxième rapport thématique a été rédigé, dans le cadre d'un partenariat fructueux avec le Groupe sida Genève. Édité en septembre 2012, « Renvois & accès aux soins » a permis l'ouverture vers de nouveaux publics et partenaires. Sa thématique spécifique a également interpellé des tribunaux et les praticiens dans le domaine de la santé.

Pour réussir ces deux rapports tout en assurant le travail « ordinaire », l'ODAE romand a dû – et pu – légèrement augmenter ses forces de travail : début 2012, le taux d'occupation de la coordinatrice est passé de 80% à 90%, et à partir d'août un poste temporaire supplémentaire d'assistante à 20% a été créé et confié, jusqu'en avril 2013, à l'ancienne stagiaire. L'excellente collaboration entre Mariana, Mélissa et Marisa a permis de réaliser les objectifs visés et d'assurer, dès décembre, le bon fonctionnement du secrétariat pendant le congé maternité de Mariana. Un grand merci à toutes les trois ! Pour les années à venir, le défi sera de pérenniser une dotation des postes correspondant à nos besoins.

Courant 2012, le Comité de l'association a connu des changements, notamment le départ de Mirjam Brunner, Tharcisse Semana et, tout particulièrement, Pierrette Rohrbach, membre du Comité dès sa fondation et responsable des finances, qui nous a quittés pour se consacrer à la présidence nationale de la Déclaration de Berne. Un grand merci pour tout le travail accompli et le chemin partagé, et bon vent pour tes nouvelles tâches !

Autre changement à souligner : la présidence de l'ODAE romand est passée des mains de Philippe Nussbaum en celles d'Inge Hoffmann. Ce passage de relais s'est réalisé en douceur et en continuité, l'ancien président ayant accepté de rester membre du Comité en charge des finances. Transition donc, mais aussi continuité – et l'envie de développer, avec toute l'équipe, notre Observatoire.

S'il a pu informer et interpeler les milieux politiques, les médias et le public, c'est grâce à vous, ses membres, donatrices et donateurs. Votre soutien lui est aussi indispensable que l'apport des correspondant-e-s, des bénévoles et des membres du comité et le travail du secrétariat ! Merci de continuer à nous encourager.

Inge Hoffmann et Philippe Nussbaum

QUELQUES CHIFFRES POUR 2012

- > 11 fiches décrivant de façon fiable des cas concrets
- > 20 infos brèves publiées sur notre site internet
- > 4 publications, soit 2 nouveaux rapports thématiques, 1 réédité et 1 rapport d'observation
- > 3 conférences de presse et plus de 30 articles ou reportages dans les médias
- > 3 interpellations parlementaires au niveau fédéral basées sur nos informations
- > 102 correspondant-e-s dans toute la Suisse romande
- > 5 newsletters diffusées à 610 abonnés
- > Près de 58'000 visites sur notre site internet

DOCUMENTS PUBLIÉS

FICHES DESCRIPTIVES

La publication de fiches descriptives portant sur des cas réels constitue l'élément central des activités de l'ODAE romand. Conçues selon un format toujours identique, les fiches résument les situations signalées par notre réseau de correspondants. Elles ont pour objectif premier d'illustrer les conséquences de l'application du droit d'asile et des étrangers, en les décrivant d'une façon qui soit accessible au plus large public. L'exigence que chaque fiche soit relue par des spécialistes et la fiabilité des informations présentées permettent qu'elles soient utilisées en toute confiance et à des fins diverses : interpellations parlementaires, articles de presse, publications, campagnes de sensibilisation, etc. L'élaboration de ces fiches exigeant un temps considérable et un soin particulier, seuls les cas les plus problématiques et les plus représentatifs sont sélectionnés. En 2012, 11 fiches ont été produites et diffusées. Ce nombre, en dessous de celui des années précédentes, se justifie par les publications additionnelles qui ont été réalisées tout au long de l'année. Fin 2012, 194 cas documentés par l'ODAE romand ainsi que par les Observatoires basés à Berne et à Saint-Gall figuraient sur notre site internet.

⇒ *Objectif 2013 : Atteindre à nouveau la publication d'une vingtaine de fiches descriptives*

INFOS BRÈVES

En 2012, 20 infos brèves ont été publiées sur notre site internet. Cette rubrique, qui se veut le relai de l'actualité, permet de diffuser rapidement et de façon claire les informations que nous transmettent nos correspondants ou publiées par d'autres sources. Elle représente ainsi une excellente manière de rester au courant de l'évolution de la jurisprudence et des derniers développements du droit d'asile et des étrangers.

⇒ *Objectif 2013 : Publier entre 20 et 30 infos brèves*

RAPPORTS THÉMATIQUES

« Le regroupement familial et les limitations au droit à la vie familiale »

Une première collaboration avec les Observatoires suisse et de Suisse orientale a donné lieu à un rapport commun paru en mai 2012, portant sur la problématique du droit au regroupement familial. Le lancement de ce rapport a eu lieu à Berne, lors d'une conférence de presse à laquelle ont pris part les coordinatrices romande et bernoise, ainsi que le conseiller national zurichois Balthasar Glättli. Sur la base de cas réels, ce rapport illustre l'impact humain des obstacles rencontrés par les migrants et les Suisses lorsqu'ils souhaitent faire venir les membres étrangers de leur famille. Il a été transmis au Tribunal fédéral et au Tribunal administratif fédéral, ainsi qu'aux directeurs cantonaux de justice et police et aux offices cantonaux de la migration et de la population, ce qui constitue une première pour l'ODAE romand.

« Femmes étrangères victimes de violences conjugales », 2^e édition actualisée

Ce rapport paru en mars 2011 a été réédité en mai 2012, alors qu'il était épuisé et qu'une actualisation était nécessaire, au vu de l'évolution de la jurisprudence et des ordonnances fédérales régissant les conditions de renouvellement de permis pour les personnes migrantes victimes de violences conjugales. Plusieurs associations romandes actives au sein du groupe de travail « Femmes migrantes et Violences conjugales » ont contribué financièrement à la réédition de ce rapport (CCSI Genève, CSI Valais, Fraternité du CSP Vaud, Solidarité femmes Genève et Camarada). En parallèle, le Parlement fédéral a adopté une modification de l'article 50 de la Loi sur les étrangers, afin de permettre aux personnes étrangères de rester en Suisse après une séparation pour violence conjugale sans devoir prouver par ailleurs que leur réintégration dans le pays d'origine est fortement compromise. Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2013 dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre les mariages forcés.

« Renvois et accès aux soins. Enjeux juridiques et conséquences sur le plan humain de la pratique suisse en matière de renvois d'étrangers à la santé précaire »

En septembre 2012 est paru notre deuxième rapport thématique romand rédigé en collaboration avec le Groupe sida Genève (GSG). Ce rapport illustre les dysfonctionnements dans le traitement des demandes de permis humanitaire ou d'admission provisoire pour motif médical. Le projet a bénéficié d'un apport important du Fonds mécénat des Services Industriels de Genève (SIG), complété par le GSG. Nous avons fourni un effort tout particulier à ce que sa diffusion soit la plus large possible. Suite à sa présentation lors d'une conférence de presse à Genève, comptant sur la participation d'intervenants du milieu médical et de l'asile, les offices de la population et migration des cantons de Vaud et de Fribourg, ainsi que le Tribunal administratif de première instance de Genève nous en ont demandé plusieurs exemplaires, de même que l'unité Psy&Migrants du département de psychiatrie du CHUV. Cette publication a rencontré un large

écho dans la presse, et sa diffusion auprès du réseau du GSG a été accompagnée d'une version mise à jour du dépliant présentant le travail de l'ODAE romand.

⇒ *Objectif 2013 : Réaliser un travail préparatoire en vue de la publication d'un à deux nouveaux rapports ou notes thématiques en 2014*

RAPPORT ANNUEL D'OBSERVATION

En novembre 2012 est paru notre cinquième rapport annuel d'observation, intitulé « Politique migratoire et d'asile : lorsque l'inhumain devient la règle ». Cette publication apporte une synthèse des observations effectuées durant l'année écoulée en les mettant en perspective avec l'actualité politique et juridique. Cette année, l'accent a notamment été mis sur la restriction de l'accès à l'aide sociale et sur la précarisation des requérants d'asile, ainsi que sur les restrictions qui ébrèchent peu à peu le droit fondamental de vivre en famille. Comme chaque année, le lancement de cette synthèse de nos observations a bénéficié d'une bonne couverture médiatique.

⇒ *Objectif 2013 : Publier un sixième rapport d'observation en automne et en accroître l'impact médiatique*

RÉSEAU DE CORRESPONDANTS

C'est principalement grâce aux personnes actives sur le terrain que le travail d'observation de l'ODAE romand est possible. Ce réseau est composé d'une centaine de correspondants, qui ont pour tâche de nous transmettre les cas que nous documentons et d'en confirmer l'exactitude avant toute publication ou mise en ligne. Constitué principalement de juristes et de travailleurs sociaux, il se compose également de personnes engagées bénévolement au sein d'organisations ou de mouvements et qui sont en contact avec la population migrante de par leur réseau social ou professionnel. En parallèle, l'ODAE romand continue de participer aux séances bimensuelles de la Coordination asile.ge ainsi qu'à celles de la Conférence romande des collaborateurs de permanences pour requérants d'asile (COPERA) à Neuchâtel et Lausanne.

⇒ *Objectif 2013 : Maintenir un lien régulier avec notre réseau et continuer à le développer*

RETOMBÉES CONCRÈTES DE NOS INFORMATIONS

TRAVAIL PARLEMENTAIRE

La pratique consistant à informer de façon régulière des parlementaires fédéraux, ainsi que d'aller à leur rencontre, a été maintenue en 2012. La coordinatrice de l'ODAE romand s'est rendue à deux reprises au Parlement, en mai et en septembre. Ces visites lui ont permis de faire connaître notre travail auprès des parlementaires qui ne figurent pas sur nos listes d'envoi, ainsi

que de faire le lien entre nos observations et l'actualité parlementaire, qui a été particulièrement riche dans le domaine qui nous préoccupe, notamment dans le cadre de la révision de la Loi sur l'asile (LAsi).

De plus, comme lors des années précédentes, à l'approche des sessions ordinaires du Parlement fédéral, trois messages sont parvenus à plus d'une cinquantaine d'élus romands et tessinois. Reflétant la situation sur le terrain, les exemples choisis sont accompagnés de commentaires en lien avec l'actualité législative, afin de leur permettre de prendre position et d'interpeller les membres du Conseil fédéral sur la base de nos informations.

En 2012, trois élues fédérales ont déposé des interpellations en lien direct avec nos observations :

- > Quelle formation et quel suivi pour les auditeurs-auditrices de l'ODM ? - 12.3509, Interpellation, Conseil national – Josiane Aubert, 13 juin 2012, sur la base de la brève « Audition troublante et intimidante d'une jeune réfugiée victime de viol ».
- > Une tentative de strangulation prise à la légère – 12.5071, Heure des questions, Conseil national – Maria Roth-Bernasconi, 29 février 2012, sur la base du cas ODAE 170.
- > Décision de renvoi. Quid de la nécessité médicale et de l'intérêt de l'enfant ? – 12.3033, Interpellation, Conseil des États – Liliane Maury Pasquier, 28 février 2012, sur la base du cas ODAE 166.

Un quatrième message est parvenu aux parlementaires fédéraux – tous cantons et partis confondus – à l'occasion de la publication du rapport « Le regroupement familial et les limitations au droit à la vie familiale », en français et en allemand. La diffusion de ce rapport par les coordinatrices de l'ODAE romand et de l'Observatoire suisse lors d'une visite au Parlement a été l'occasion de souligner l'importance de ne pas durcir davantage les conditions d'accès au regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire. Le délai de trois ans pour pouvoir prétendre au regroupement familial lorsqu'on bénéficie d'un permis F a finalement été maintenu, et non pas porté à cinq ans comme le proposaient certains élus dans le cadre de la révision de la LAsi.

Enfin, le rapport romand « Renvois et accès aux soins » a également été transmis à l'ensemble des parlementaires fédéraux, alémaniques compris. Outre les observations sur la pratique actuelle des autorités, cette diffusion a permis de les informer sur le besoin de permettre aux personnes à la santé précaire de prétendre à une admission provisoire pour motif médical, même lorsque celui-ci est invoqué à un stade avancé de la procédure d'asile ou que la personne en question provient d'un pays considéré comme « sûr » par la Confédération. Ces deux aspects faisaient eux aussi l'objet de propositions de durcissement dans le cadre de la révision de la LAsi.

⇒ *Objectif 2013 : Poursuivre notre travail d'information à l'intention des parlementaires fédéraux et susciter de nouvelles interpellations sur la base de nos informations*

ÉCHOS ET REPRISES DANS LES MÉDIAS

Depuis ses débuts, l'ODAE romand a bénéficié d'une attention toujours plus importante de la part des médias romands qui viennent nombreux à nos conférences de presse et nous contactent régulièrement pour des questions en lien avec l'actualité. Les informations concrètes et soigneusement vérifiées que nous leur transmettons suscitent un réel intérêt de leur part. Il nous semble en effet primordial que les médias puissent aborder la thématique migratoire, souvent empreinte d'approximations et d'exagérations, au travers des cas réels que nous documentons.

En 2012, trois conférences de presse ont été organisées. La première, qui a eu lieu le 10 mai à Berne, fut l'occasion de présenter le rapport thématique « Regroupement familial et les limitations du droit à la vie familiale », rédigé en collaboration avec les Observatoires de Berne et Saint-Gall. La seconde a été organisée à Genève le 4 septembre, à l'occasion de la publication du rapport « Renvois et accès aux soins », en partenariat avec le Groupe sida Genève. Quant à la dernière conférence de presse, elle s'est tenue à Genève le 14 novembre, lors de la présentation de notre cinquième rapport annuel d'observation. Les retombées de ces trois conférences de presse ainsi que les dossiers de presse correspondants peuvent être consultés sous la rubrique « Conférence de presse » de notre site internet.



Conférence de presse du 4 septembre au CSP Genève, en collaboration avec le Groupe sida.

Photo : Miguel Limpo

En parallèle à ces conférences de presse, l'ODAE romand est régulièrement sollicité par les médias pour une déclaration ou une interview. Par ailleurs, la presse utilise parfois spontanément certaines des informations que nous mettons en ligne sur notre site internet. En 2012, nous avons répertorié plus d'une trentaine d'articles de presse, d'interviews ou de reportages mentionnant les activités de l'ODAE romand dans les principaux médias de Suisse romande. Chacune de ces retombées médiatiques se trouve dans la rubrique « Impacts » de notre site.

⇒ *Objectif 2013 : Continuer à susciter des articles de presse sur la base de nos cas et assurer un bon suivi lors de la conférence de presse de lancement du rapport d'observation en automne.*

COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

En 2012, l'ODAE romand a poursuivi ses collaborations dans le cadre du suivi de la mise en œuvre par la Suisse de ses engagements internationaux en matière de droits humains. En avril, nous avons contribué au deuxième rapport des ONG dans le cadre de l'Examen périodique universel de la Suisse par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui a eu lieu en octobre. La coordinatrice a également participé à une séance organisée le 24 janvier 2012 à Berne par le Centre suisse de compétence sur les droits humains (CSDH) et la Confédération, au sujet du bilan du premier examen de la Suisse. De même, Inge Hoffmann, en tant que membre du comité, a représenté l'association lors d'une séance d'évaluation de la mise en œuvre par la Suisse de plusieurs recommandations des comités onusiens des droits humains, dont bon nombre ont trait au droit d'asile et des étrangers. Cet atelier, qui s'est tenu le 23 août 2012 à Neuchâtel, était également organisé par le CSDH.

Par ailleurs, une collaboration substantielle avec d'autres organisations se fait notamment dans le cadre de nos publications – voir la rubrique *Rapports thématiques* ci-dessus. Plus généralement, de nombreuses associations, collectifs et mouvements reprennent spontanément nos informations afin d'étayer leurs prises de position et actions de lobbying, ainsi que pour informer leurs membres sur l'application du droit d'asile et des étrangers au moyen de nos cas. Au sujet de la collaboration entamée avec les Observatoires de Berne et de Saint-Gall, voir la rubrique *Structure associative* ci-dessous.

⇒ *Objectif 2013 : Rechercher de nouvelles collaborations et entretenir celles existantes.*

MOYENS DE DIFFUSION ÉLECTRONIQUES

SITE INTERNET

En 2012, notre site (odae-romand.ch) a enregistré une forte hausse des visites quotidiennes, qui ont oscillé entre 150 et 200, contre une centaine en 2011. En moyenne, le site connaît plus de 4'000 visites par mois, avec des pics de plus de 7'000 visites durant les mois d'octobre et novembre 2012, au moment des discussions parlementaires liées à la révision de la LAsi.

Cette constante augmentation du nombre de visites constitue la preuve que notre site internet représente une source d'informations fiables et de qualité sur les questions d'asile et de droit des étrangers en Suisse romande. Régulièrement mis à jour, il constitue un outil de recherche ciblé et

complet. Son référencement sur le site d'autres organisations, telles que Vivre Ensemble et Stopexclusion, permet par ailleurs d'améliorer la visibilité de nos publications électroniques.

⇒ *Objectif 2013 : Continuer d'accroître le nombre de visites sur notre site internet*

NEWSLETTER

Fin 2012, le nombre de personnes abonnées à notre newsletter était de 610, soit une trentaine d'inscriptions supplémentaires par rapport à l'année précédente. Dans le courant de l'année, cinq éditions de la newsletter ont été diffusées par envoi électronique aux personnes intéressées, selon un nouveau format graphique. Chacun de ces courriels présente une sélection des derniers cas documentés et des dernières infos brèves, à laquelle s'ajoute la présentation des dernières publications de l'ODAE et de certains articles de presse, interpellations parlementaires ou publications mentionnant nos informations. De plus, les communiqués qui ont accompagné le lancement des rapports thématiques publiés en 2012 ont fait l'objet d'envois ad hoc à la liste d'abonnés à la newsletter.

⇒ *Objectif 2013 : Augmenter davantage le nombre d'abonnés à notre newsletter*

STRUCTURE ASSOCIATIVE

POSTES DE TRAVAIL



Coordination : Mariana Duarte

Assistante de coordination temporaire : Mélissa Llorens (à partir d'août 2012)

Stagiaires : Mélissa Llorens (de janvier à juillet 2012)
 Marisa Pardo (d'août à décembre 2012)

De janvier à juillet 2012, l'équipe de l'ODAE était constituée de la coordinatrice, Mariana Duarte, à 90%, épaulée dans ses activités par une stagiaire à 60%, Mélissa Llorens. À la fin de son stage, Mélissa a été engagée en tant qu'assistante de coordination temporaire à 20%, ceci afin de compenser le retard pris au cours du premier semestre dans la documentation de cas. Ce retard était dû à la réalisation de plusieurs projets spéciaux, dont l'élaboration de deux rapports

thématiques pendant cette période. À partir d'août 2012, Marisa Pardo a rejoint l'équipe de l'ODAE en qualité de stagiaire à 60%.

Dès décembre, Mariana Duarte a entamé un congé maternité d'une durée de cinq mois. Pendant son absence, la coordination a été confiée à Marisa Pardo, qui a assumé le poste de coordinatrice *ad interim* de janvier à avril 2013, à 80%, assistée dans sa fonction par Mélissa Llorens, qui est restée à son poste d'assistante de coordination pour la même période, à 20%.

COMITÉ

À l'heure actuelle, le Comité est composé de 12 membres, ainsi que de deux suppléantes. Chacun d'entre eux est issu d'une région de Suisse romande et œuvre dans le domaine du droit d'asile et des étrangers, que ce soit à titre professionnel ou bénévole. En 2012, le Comité a connu deux départs, un remplacement et l'élection d'un nouveau membre lors de l'Assemblée générale du 28 novembre. Tharcisse Semana et Pierrette Rohrbach ont quitté le comité, de même que Mirjam Brunner, remplacée par Caroline Meraldi. Quant à Inge Hoffmann, elle a rejoint le comité en tant que présidente, remplaçant ainsi Philippe Nussbaum, qui s'occupe désormais plus particulièrement des finances. Début 2013, Magalie Gafner est venue renforcer la représentation vaudoise au sein du comité, suite au départ de Pierrette Rohrbach.

Le Comité a pour mission d'assurer la gestion stratégique et financière de l'association. En plus de soutenir l'équipe dans certaines de leurs activités, les membres du Comité représentent également l'association lors d'occasions particulières et sont chargés d'établir un lien entre l'ODAE romand et leur canton respectif. En 2012, le Comité s'est retrouvé à sept reprises, entre Neuchâtel et Lausanne.

Membres élus à l'Assemblée générale du 28.11.2012 :

Aldo Brina - Chargé d'information du secteur « réfugiés » au CSP de Genève

Anna Fadini - Collaboratrice de la Fraternité du CSP Vaud à Lausanne

Inge Hoffmann, présidente - Enseignante à l'Université populaire du Canton de Genève

Françoise Jacquemettaz - Présidente du Centre Suisses Immigrés (CSI) à Sion

Suppléante : Fatxiya Ali Aden - Assistante sociale au CSI de Sion

Eva Kiss - Collaboratrice du Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), Genève

Roger Macumi - Juriste, Connexion suisses-migrants, Fribourg

Suppléante : Samjilia Kabureva

Sophie Malka Forster - Journaliste, coordinatrice de la revue Vivre ensemble, Genève

Fanny Matthey - Universitaire spécialisée dans le droit d'asile, Neuchâtel

Caroline Meraldi - Conseillère juridique et sociale au CCSI/SOS Racisme, Fribourg

Mélanie Müller-Rossel - Juriste responsable du secteur migration au CSP de Neuchâtel

Philippe Nussbaum - Pasteur, président de l'association Elisa Jura bernois - Bienne, Saint-Imier

Nouvelle membre ayant intégré le Comité début 2013 :

Magalie Gafner - Juriste et sociologue au CSP Vaud à Lausanne

BÉNÉVOLES

Les membres du Comité ne sont pas les seuls à contribuer, bénévolement, au bon déroulement des activités menées par l'ODAE romand. D'autres personnes apportent leur précieuse aide au fonctionnement de l'association. Il s'agit notamment de la comptable, Laure Faessler-Rusterholz, et de Suzanne Rivier, chargée de mettre régulièrement à jour notre fichier d'adresses. En plus de ces deux bénévoles, l'ODAE romand compte sur un réseau de plus d'une centaine de correspondants qui nous signale les cas que nous documentons. Pour finir, un groupe de relecteurs a pour mission de s'assurer de la qualité des informations et analyses mises en ligne. Composé d'une vingtaine de spécialistes du droit d'asile et des étrangers, il veille à la fiabilité et à la pertinence des fiches descriptives et des rapports que nous publions en les relisant de façon rigoureuse.

⇒ *Objectif 2013 : Conserver ce lien essentiel avec des bénévoles qui rendent possible notre travail*

MEMBRES ET SOUTIENS

L'ODAE romand existe essentiellement grâce au soutien financier de ses membres et sympathisants. L'association dénombre 327 membres individuels et 78 membres institutionnels. Quant aux donateurs, nous en comptons près de 800, dont une soixantaine d'organisations, collectivités et paroisses. C'est grâce à ces précieuses contributions que le travail d'observation et de documentation que l'ODAE mène depuis 2007 demeure possible.

⇒ *Objectif 2013 : Faire connaître notre travail auprès de nouveaux membres et soutiens potentiels ; maintenir la confiance et l'apport essentiel des membres et donateurs actuels*

AU NIVEAU SUISSE

Notre mission de documentation de cas concrets afin de réintroduire le facteur humain dans l'évaluation de la mise en œuvre de la politique migratoire et d'asile en Suisse est également poursuivie par deux associations outre-Sarine : l'Observatoire de Suisse orientale (BAAO – www.beobachtungsstelle-rds.ch) à Saint-Gall et l'Observatoire suisse (SBAA ou ODAE-Suisse – www.beobachtungsstelle.ch) à Berne. L'Observatoire de Saint-Gall effectue ses observations en Suisse orientale, alors que l'Observatoire suisse se charge de documenter des cas provenant du reste de la Suisse alémanique. Les fiches descriptives rédigées par ces deux Observatoires se trouvent, au même titre que les cas romands, sur notre site internet, et vice-versa.

Tout en poursuivant le même but, les Observatoires du droit d'asile et des étrangers restent des entités autonomes qui fonctionnent selon leurs propres stratégies opérationnelles et financières. Un rapprochement institutionnel entamé en 2010 a permis, début 2012, la signature d'un accord de collaboration destiné à permettre la réalisation de projets communs d'envergure nationale. Le choix de tels projets, ainsi que leur budget et les comptes annuels, sont du ressort de la

Plateforme nationale des Observatoires, qui réunit annuellement les collaboratrices et des membres de chaque comité en Assemblée générale. Cette collaboration a donné lieu à un premier rapport thématique commun, publié en mai 2012. Par la suite, et à l'occasion de la publication de leur 200^{ème} fiche descriptive, les Observatoires ont décidé de marquer le coup en traduisant et en faisant accompagner la mise en ligne de ce cas par un communiqué de presse transmis à l'ensemble de leur fichier médias. Par ailleurs, des rencontres régulières entre les présidentes, coordinatrices et comités respectifs permettent de réfléchir ensemble à de nouveaux projets communs et à pérenniser la collaboration. Un nouveau rapport commun devrait ainsi voir le jour au printemps 2014, sous la coordination de l'ODAE romand.

⇒ *Objectif 2013 : Poursuivre nos échanges réguliers avec les observatoires alémaniques et œuvrer à la réalisation d'un deuxième projet commun*

FINANCEMENT

Le fonctionnement de l'ODAE romand est financé essentiellement par les cotisations et dons de nos membres et sympathisants. Ces contributions émanant d'individus, organisations, Églises, paroisses ou partis politiques se sont élevées à 74'500 frs en 2012. À celles-ci s'ajoute l'hébergement à titre gracieux par le syndicat SIT à Genève, pour l'équivalent d'un loyer annuel de 3'700 frs. Le maintien de ce soutien exceptionnel est non seulement encourageant, mais aussi un gage d'indépendance indispensable à notre travail d'observation.

En 2012, quelques villes genevoises nous ont octroyé des subventions particulièrement importantes, pour un total de 15'700 frs. Il s'agit de Genève, Lancy, Carouge et Onex. D'autres villes et communes romandes nous aident également, pour une somme totale de 550 frs.

En vue de mener à bien des projets spéciaux, nous avons pu compter sur l'apport de quelques fondations. Ainsi, le Fonds mécénat des SIG a soutenu l'élaboration du rapport « Renvois et accès aux soins » par un généreux don de 5'000 frs. De plus, une fondation souhaitant rester anonyme finance l'essentiel du travail commun des Observatoires jusqu'en début 2014. Cet apport nous a permis en 2012 de changer de système de gestion d'adresses et de comptabilisation des dons et cotisations, afin de faire face à la multiplication des projets spéciaux.

À toutes celles et ceux qui ont rendu notre travail possible en 2012, nous exprimons ici notre profonde gratitude. La liste des institutions et collectivités qui nous soutiennent figure en page 15.

⇒ *Objectif 2013 : relancer une souscription annuelle au printemps suivie d'un appel de dons en automne ; poursuivre nos démarches auprès des communes romandes et explorer d'autres pistes pour la recherche de fonds*

PRODUITS	Budget 2012	Comptes 2012*	Budget 2013
Contributions organisations	27'000.00	22'010.00	27'000.00
Contributions collectivités	5'000.00	16'250.00	12'300.00
Contributions individus	45'000.00	35'809.00	52'000.00
Dons et cotisations à déterminer 1)	-	16'603.00	-
Contributions spéciales (Loyer SIT)	3'700.00	3'700.00	3'700.00
Intérêts comptes postaux	300.00	285.25	300.00
Plateforme nationale	-	18'590.05	20'000.00
Informatique (Loterie Romande)	-	1'220.40	610.20
Rapport santé (SIG)	-	4'800.00	-
Développement institutionnel (Loterie romande)	-	-	15'000.00
Utilisation fonds	-	24'610.45	35'610.20
TOTAL PRODUITS	81'000.00	119'267.70	130'910.20
CHARGES	Budget 2012	Comptes 2012*	Budget 2013
Salaires bruts	77'085.00	86'465.45	108'455.00
Charges sociales	12'380.00	14'903.95	18'100.00
Frais divers personnel	-	129.70	200.00
Remboursement LMat	-	-4'181.95	-18'603.00
Frais personnel	89'465.00	97'317.15	108'152.00
Bureau et téléphone	500.00	893.26	700.00
Envois en nombre 2)	1'500.00	153.40	600.00
Frais postaux divers	500.00	232.60	500.00
Impressions	1'000.00	932.90	2'300.00
Petites fournitures	500.00	98.30	200.00
Frais compte postal	300.00	304.95	300.00
Frais courants divers	500.00	22.20	200.00
Loyer (SIT)	3'700.00	3'700.00	3'700.00
Charges courantes	8'500.00	6'337.61	8'500.00
Frais déplacements	1'000.00	906.80	1'200.00
Frais réunions	200.00	-	50.00
Frais séances	1'200.00	906.80	1'250.00
Matériel informatique		39.90	100.00
Site internet		185.00	200.00
Annuaire		127.00	270.00
Frais internet et informatique	500.00	351.90	570.00
Impression publications		4'978.35	3'000.00
Envoi publications		1'566.70	1'500.00
Frais de graphisme 3)		300.00	500.00
Participation partenaires 3)		-1'250.00	
Publications	3'800.00	5'595.05	5'000.00
Amortissements 4)	762.75	1'220.40	610.20
Plateforme nationale 5)		8'891.50	6'000.00
Développement institutionnel		1'733.40	15'000.00
Projets financés par fonds spéciaux	-	10'624.90	21'000.00
TOTAL CHARGES	104'227.75	122'353.81	145'082.20
Résultat (+ bénéfice / - perte)	-23'227.75	-3'086.11	-14'172.00

* Les comptes tels que présentés ici sont une version provisoire, qui sera encore soumise à approbation par l'Assemblée générale en automne.

- 1) Versements correspondant aux mois de novembre et décembre, qui n'ont pu être identifiés en raison de l'introduction de la nouvelle base de données et des BVR.
- 2) Les frais d'envoi de publications se trouvent dans la rubrique « Publications » ci-dessous.
- 3) Réédition du rapport femmes migrantes, non budgétée.
- 4) Amortissement de 40% de la valeur d'acquisition d'un ordinateur (en non pas 25% comme budgété).
- 5) Frais présentés hors budget courant.

Comptes 2012. L'important déficit prévu a pu être considérablement réduit grâce à une recherche de fonds fructueuse, notamment auprès des villes et de fondations, et au maintien de nos soutiens individuels et collectifs. Une hausse des ressources humaines a été nécessaire face à la surcharge de travail liée aux projets spéciaux. Les 10% supplémentaires de la coordinatrice ont été assurés par le budget Plateforme nationale, alors que l'engagement de Mélissa Llorens à 20% dès août 2012 a été couvert par le don des SIG. Par ailleurs, le Comité a décidé de financer le congé maternité de la coordinatrice pour 16 semaines plus un mois à 100%, à partir de décembre 2012, en complétant le minimum légal de 16 semaines à 80%. De janvier à avril 2013, son remplacement est assuré par Marisa Pardo à 80%, épaulée à 20% par Mélissa Llorens. Ces frais supplémentaires seront en partie compensés par l'absence de stagiaire pendant la période.

Budget 2013. Outre ces frais exceptionnels liés au congé maternité de la coordinatrice et à son remplacement, le budget prévoit une nouvelle valorisation de l'indemnité de stage, qui passe de 960 frs à 1'080 frs pour un 60% pendant sept mois. Par ailleurs, la Loterie romande nous a octroyé en 2012 un généreux don de 15'000 frs qui nous permettra d'effectuer la refonte de notre charte graphique. Ce projet démarrera courant 2013. Enfin, un déficit important est prévu. Une recherche de fonds active devra être à nouveau menée en 2013 afin d'éviter de telles pertes.

Bilan au 31.12.2012

ACTIFS		PASSIFS	
Caisse	65.55	Passifs transitoires	138.95
Compte courant postal	60'348.22	Charges sociales	-8'137.04
Deposito	58'581.85	Salaires à payer	5'552.47
Débiteurs	5'319.70	Fonds plateforme nationale	14'075.35
Actifs transitoires	777.60	Fonds informatique (LoRo)	559.20
Matériel informatique	610.20	Fonds dvlpt institutionnel (LoRo)	15'000.00
		Rapport santé (SIG)	332.95
		Capital propre	99'126.85
		Déficit 2012	-3'086.11
TOTAL ACTIFS	125'703.12	TOTAL PASSIFS	125'703.12

INSTITUTIONS QUI NOUS SOUTIENNENT (ÉTAT AU 30.04.2013)

Amnesty International - Gr. 68 Montagnes NE
 Amnesty International - Gr.73 Monthey VS
 Amnesty International - Groupe de Fribourg
 Amnesty International - Groupes de Genève
 Appartenances - Genève
 Asile Bienne et région (ABR)
 Assoc. de déf. des travailleurs (ADETRA) GE
 Assoc. s. des Centres sociaux protestants (CSP)
 Aumônerie genevoise œcuménique AGORA
 Aumônerie œcuménique asile Vallorbe VD
 Bel Horizon - La Chaux de Fonds NE
 Camarada - Centre pour femmes migrantes GE
 Caritas Jura
 Centre de contact Suisses-Immigrés - Fribourg
 Centre de contact Suisses-Immigrés - Genève
 Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)
 Centre social protestant - Genève
 Centre social protestant VD
 Centre Suisses-Immigrés VS
 Cercle des amis de Cornélius Koch
 Collectif de soutien aux sans papiers GE
 Combat socialiste JU
 Communauté chrétienne de base de Chêne
 Communauté chrétienne de base de Pont d'Arve
 Communauté chrétienne de la Providence FR
 Communauté GE d'action syndicale (CGAS)
 Commune de Bussigny VD
 Commune de Courchapoix JU
 Commune de Courrendlin JU
 Commune de Meinier GE
 Commune du Chenit (anciennement Sentier) VD
 Commune du Landeron NE
 Commune eccl. cath.-rom. de Lajoux JU
 Commune eccl. cath.-romaine de Porrentruy JU
 Commune ecclésiastique de Corban JU
 Conf. univ. des assoc. d'étudiants (CUAE) GE
 Coord. contre l'exclusion (Stopexclusion) GE
 Coordination asile.ge
 Couvent Ste-Ursule VS
 Croix-Rouge Valais
 Eglise catholique chrétienne à Genève
 Eglise catholique romaine à Genève - COTMEC
 Eglise cath. romaine Vaud - FEDEC
 Eglise évangélique réformée VD
 Eglise protestante de Genève
 ELISA – Asile GE
 Entraide protestante suisse (fondation) - Zurich
 Fédération genevoise de coopération (FGC)
 Groupe d'accueil de réfugiés La Chaux de Fonds
 Groupe de soutien aux familles de migrants – Payerne
 Groupe quaker de Genève
 Groupe sida Genève
 Groupe solidarité – Genève
 Les Communistes - Genève
 Les Verts - Genève
 Ligue suisse des droits de l'homme GE (LSDH)
 Loterie romande
 Missione Cattolica Italiana - 1207 Genève
 Œuvre missionnaire de Ste Clotilde VS
 Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) Genève
 Paroisse catholique de Martigny VS
 Paroisse cath.-rom. de St Imier BE
 Paroisse du Mandement GE
 Paroisse év.-réf. de Châtel-St-Denis-La Veveyse FR
 Paroisse év.-réf. de St Imier BE
 Paroisse év.-réf. de Tarmelan BE
 Paroisse év.-réf. gén. de Bienne BE
 Paroisse réf. fr. de Corgémont BE
 Paroisse Saint Marc - Petit-Lancy GE
 Paroisse St Gervais-Pâquis GE (diaconie)
 Parti démocrate chrétien de Genève (PDC)
 Parti ouvrier et populaire du Jura (POP)
 Parti POP vaudois - section de Renens
 Parti socialiste de Meyrin et Cointrin
 Parti socialiste de Troinex
 Parti socialiste de Vernier
 Parti socialiste genevois
 Petites Sœurs de Jésus - Genève
 Point d'Ancrage - Fribourg
 Réseau vs de solidarité avec les migrants (RéSolMi)
 Service d'aide juridique aux Exilé-e-s (SAJE) VD
 Services industriels genevois - Fonds mécénat
 Sœurs de Ste Marthe FR
 Sœurs de St-Vincent de Paul - Morges
 Solidarité Femmes GE
 SolidaritéS - Genève
 SOS-Asile Vaud
 Syndicat des services publics - Jura (SSP-JU)
 Syndicat interprofessionnel de travailleurs GE (SIT)
 Syndicat SYNA - Travail suisse - Genève
 Syndicat UNIA Genève
 Syndicat UNIA La Chaux de Fonds
 Syndicat UNIA, région transjurane
 Université populaire albanaise GE
 Ville de Carouge GE
 Ville de Delémont JU
 Ville de Genève
 Ville de Lancy GE
 Ville d'Onex GE
 Vivre Ensemble, service d'information sur l'asile

MERCI

À tous les membres, donateurs, organisations partenaires et collectivités qui nous soutiennent et croient en l'utilité de notre mission.

À toutes les personnes qui nous signalent des informations, qui relisent nos documents avant leur publication ou qui participent à nos conférences de presse, ainsi qu'à celles qui les diffusent auprès de leurs contacts ou dans leurs actions.

Aux personnes bénévoles qui appuient notre travail au quotidien.

Aux membres sortants du Comité, Mirjam Brunner, Tharcisse Semana et, tout particulièrement, Pierrette Rohrbach, qui a énormément apporté à notre association.

Au syndicat SIT qui met à notre disposition un local, une infrastructure bureautique et l'amitié de ses collaboratrices et collaborateurs.

À Caritas Neuchâtel ainsi qu'à la Fraternité (CSP Vaud), qui accueillent tour à tour les séances du Comité.

Et à l'atelier Galiffe du CSP Genève, qui répond toujours présent pour la mise sous pli et l'envoi de nos rapports à plus d'un millier d'adresses...

Pour participer à notre effort, vous pouvez...

nous signaler des informations

visiter et faire visiter notre site

vous inscrire à nos *newsletters* et les diffuser

devenir membre

nous faire un don au CCP 10-747881-0

Plus d'infos sur odae-romand.ch

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE)

Case postale 270 | 1211 Genève 8 | 022 310 57 30

odae-romand.ch | info@odae-romand.ch